

développement était le même que celui appliqué dans les zones A et B, la taille de l'économie de la Cisjordanie serait sensiblement plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Les avantages tirés par la Puissance occupante des colonies dans la zone occupée C et à Jérusalem-Est constituent la face cachée du coût pour le peuple palestinien d'autant qu'une large part des recettes fiscales est accaparée par Israël.

Dans le rapport, la CNUCED estime que la contribution annuelle de ces colonies à l'économie de la puissance occupante est de 41 milliards de dollars, soit 227 % du PIB palestinien total en 2021. Ce PIB, produit à partir de terres et de ressources naturelles palestiniennes, est lui aussi révélateur du lourd tribut que le peuple palestinien paie du fait de l'apparition et de la croissance continue des colonies. Le coût estimé dans le rapport ne représente qu'une fraction du coût de l'occupation israélienne de la zone C et de Jérusalem-Est, qui ne constitue elle-même qu'une petite part du coût économique total qu'entraîne l'occupation pour le peuple palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

L'accès des Palestiniens à l'ensemble de la zone C est une condition nécessaire au développement durable du Territoire palestinien occupé et à l'émergence d'un État palestinien viable et d'un seul tenant, fondé sur la solution des 2 États, conformément aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

La CNUCED conclut le rapport en insistant sur la nécessité de lever toutes les restrictions à l'activité économique palestinienne dans la zone C, ce qui permettrait à l'économie palestinienne de disposer des ressources économiques et naturelles dont elle a grand besoin pour se développer et inverser la tendance actuelle, à savoir une aggravation de la crise budgétaire et un accroissement des privations socioéconomiques. Comme pour aggraver les choses, la Palestine doit faire face à "une baisse catastrophique" du soutien de la Communauté internationale. En 2021, l'aide totale des donateurs est tombée à 317 millions de dollars, soit 1,8% du PIB, une chute vertigineuse par rapport aux 2 milliards de dollars, soit 27% du PIB de 2008.

L'aide budgétaire a diminué de moitié par rapport à 2020, s'élevant à 186 millions de dollars, soit seulement 1% du PIB, contre 24% en 2008. Parallèlement, l'aide au développement est passée d'un pic à 10,6% en 2000 à un maigre 0,73% en 2021.

Dans ces conditions, la CNUCED exhorte la communauté internationale à apporter un soutien financier adapté et prévisible au peuple palestinien afin d'atténuer ses souffrances et prévenir l'aggravation d'une crise socioéconomique déjà profonde.

En réalité Israël ne cherche pas à affaiblir l'économie palestinienne, mais à la faire disparaître. C'est ainsi que récemment sous prétexte de construire une voie ferrée d'Afula à Jénine, l'État d'apartheid veut continuer son expansion en expropriant les Palestiniens de 220 hectares de terres et encercler Mukeibleh dont les villageois et les agriculteurs seraient menacés d'expulsion. D'après les

explications, ce projet est fondé sur "la politique du ministère des Transports, qui veut renforcer la connexion ferroviaire entre l'AP, la Jordanie et le port de Haïfa. Par conséquent, le projet de voie ferrée est lié au projet d'une zone industrielle construite avec une initiative internationale sous la compétence de l'Autorité palestinienne". *« Ce projet n'a aucune validité, n'est ni légal ni planifié »*, ont écrit les résidents du village avec le soutien de certaines organisations à but non lucratif, Adalah, Centre juridique pour les droits de la minorité arabe d'Israël, et Bimkom. D'autre part, pour priver d'emploi les Palestiniens et provoquer un chômage très élevé, source de survie très difficile, la Troïka maléfique a décidé de faire venir 10 000 Indiens susceptibles de remplacer les Palestiniens.

Israël champion du tourisme colonial illégal

Destruction et détournement de la propriété culturelle palestinienne

Depuis 1948 et l'accaparement de villages et sites palestiniens, l'État sioniste poursuit avec acharnement une véritable politique mensongère visant d'une part à faire disparaître toutes les traces de la culture palestinienne et systématiquement les remplacer par une évocation biblique de ces lieux pour justifier la colonisation et tenter de faire disparaître toute identité palestinienne ayant un rapport avec son histoire. C'est le cas notamment à Silwan, près de Jérusalem, et il est essentiel de lire le rapport de l'ONG palestinienne AL-Haq qui présente les différents aspects d'un viol et d'un vol du passé et de l'histoire palestinienne.

Le 16 novembre 2022, AL-Haq a publié son rapport sur la "Cité de David", site touristique israélien colonial et archéologique illégal dans le village de Silwan, village en contrebas de la vieille ville de Jérusalem. Illégalement construite sur une terre palestinienne accaparée, la fausse "Cité de David" a été créée sur les évictions forcées de Palestiniens et la démolition de maisons palestiniennes. En se servant d'une archéologie fictive et de fouilles illégitimes, la "Cité de David" propose une présentation fautive, coloniale osant dire que l'histoire de ce site est principalement, sinon uniquement, juive, dans une tentative d'effacement de l'ancien héritage palestinien. C'est une véritable destruction et un détournement de la propriété culturelle palestinienne. Il s'agit pour Israël de manipuler et récrire l'histoire.

Le rapport souligne les nombreuses violations du Droit international que perpétue la colonie et étudie la façon dont des sociétés privées, non seulement soutiennent, mais aussi profitent des colonies, de l'oppression et de l'effacement du peuple palestinien. Dans les annexes du rapport, on trouve un échange de lettres entre AL-Haq et Trip Advisor. Et ensuite, il y a 4 courts récits décrivant les principaux éléments du rapport.

La fausse "Cité de David" a été construite grâce à des financements transférés depuis des comptes offshore secrets, propriété du magnat milliardaire du pétrole Roman Abramovich. Ce dernier est le plus grand financeur d'Elad, organisation coloniale de peuplement qui gère le site illégal de la "Cité de David". Abramovich

fait aussi des donations significatives à d'autres causes juives. L'immense fortune cachée de certains oligarques russes offre des opportunités pour influencer de façon antidémocratique la politique israélienne et contrôler l'agenda politique. Avant que la Russie envahisse l'Ukraine, les responsables de l'exécutif israélien avaient écrit à l'ambassadeur américain en l'exhortant à ne pas ajouter Abramovich dans la liste des sanctions concernant les oligarques ayant des liens étroits avec le gouvernement russe et le président Poutine. Israël en avait besoin et voulait le protéger car ses donations financent et font avancer activement l'entreprise coloniale de peuplement illégale de la "Cité de David".

Cupidité des entreprises et manipulation du récit touristique

Fausse archéologie et la fictive "Cité de David"

Les fouilles sur le site illégal de la "Cité de David" dans le village palestinien de Silwan se poursuivent et se concentrent exclusivement sur les découvertes archéologiques juives pour renforcer l'affirmation selon laquelle autrefois se trouvait dans cette zone la biblique "Cité de David". Les objets trouvés sur le site remontent à plusieurs périodes préhistoriques et historiques, mais le site touristique de la fausse "Cité de David" cache délibérément le riche matériau des bâtiments découverts de la période byzantine et islamique. Les creusements menés entre 2014 et 2015 ont révélé des découvertes byzantines majeures, dont une route pavée de dalles calcaires. Au-dessus de la route pavée se trouvait une route en terre de la période islamique avec un canal de drainage en pierres qui s'est révélé intact. Un hammam du XIV^e siècle a lui aussi été découvert sur le site. C'est l'un des plus grands espaces découverts dans les Tunnels du Mur Occidental, structure mamelouke érigée par le gouverneur de Damas, responsable de certains bâtiments les plus remarquables de cette période. Les visiteurs du site sont trompés quand on leur fait croire que peu de choses dignes d'intérêt ont été découvertes sur le site de la 'Cité de David' hormis celles qui concernent le Premier Temple juif. Le hammam par exemple a été transformé en exposition sur les origines juives. Pour les Palestiniens, c'est le droit de connaître et de comprendre leur propre culture qui est gravement violé, tous les liens avec le contexte historique de la Palestine étant définitivement effacés.

Les archéologues qui travaillent sous l'égide d'Elad endommagent de façon irréversible des objets anciens authentiques afin de reconfigurer et de récrire l'histoire. Un cimetière musulman du XI^e siècle a été détruit sur le site illégal de la "Cité de David". Plusieurs dizaines de squelettes, de crânes et de fragments osseux de la première période islamique ont été retirés sans être étudiés, remplissant 100 boîtes qui ont été stockées et finalement enterrées. La destruction et le détournement de la propriété culturelle palestinienne sont la marque de fabrique de l'entreprise coloniale de peuplement d'Israël. On utilise des méthodes d'excavation horizontale qui sont bien plus invasives que d'autres méthodes et qui endommagent les couches archéologiques. Les résidents des

maisons palestiniennes autochtones au voisinage du site illégal de la "Cité de David" constatent des lézardes et des fissures dans les murs et le sol de leurs maisons, et la stabilité des bâtiments est affectée par les excavations souterraines. Pour ancrer son annexion illégale de Jérusalem, Israël conduit fouilles après fouilles dans le site de la "Cité de David" au détriment de la population autochtone palestinienne dont les Droits civils sont bafoués quotidiennement, ce qui équivaut à de graves violations du Droit international.

Les sociétés à la fois israéliennes et étrangères tirent profit du site illégal de la "Cité de David", de l'argent généré par les milliers de touristes qui visitent le site selon le récit trompeur comme quoi une cité biblique se tenait là autrefois. Les sociétés de tourisme qui sont directement et indirectement impliquées dans l'entreprise coloniale illégale israélienne risquent de commettre de graves violations du Droit humanitaire international et des Droits de l'homme, des crimes de guerre et des crimes contre l'Humanité. Faire des fouilles dans un territoire occupé est illégal. En tant que puissance occupante, Israël n'a pas le pouvoir d'affecter à des fouilles une terre palestinienne confisquée. Les fouilles archéologiques illégales dans la terre palestinienne et la propriété culturelle de la population sur le site illégal de la "Cité de David" doivent cesser. Elles constituent une annexion, une appropriation de terres et une destruction de propriété illégales. Ce sont toutes des crimes selon le Droit international. La politique de l'État d'apartheid vise à utiliser l'archéologie pour "judaïser" l'Histoire en effaçant les vestiges palestiniens.

Les fouilles d'antiquité sont prétextes à toute sortes d'accaparements et d'expulsions. À la fin de l'année 2022, l'Autorité israélienne des antiquités et l'ONG de colons Elad ont effectué des fouilles à Jérusalem-Est pour tenter de trouver la piscine la plus ancienne et la plus importante de l'histoire de Jérusalem. Selon les archéologues, elle se trouvait sous le verger de la famille Sumarin, un des derniers à survivre dans ce quartier où poussaient des dizaines d'oliviers, des citronniers, des figuiers, et d'autres arbres fruitiers ainsi que des fraises. Des policiers et des agents de sécurité ont évacué du site la famille pendant que des ouvriers d'Elad, une organisation qui promeut le déplacement des Palestiniens par des colons juifs démantelaient la clôture. Sûre d'elle et déjà triomphante, l'Autorité israélienne informa la presse sur cette ancienne piscine de Siloé qui serait bientôt présentée au public. L'annonce était accompagnée d'images montrant à quoi ressemblerait l'ancien et magnifique bassin une fois qu'il aurait été transformé en "un site archéologique et historique majeur au niveau national et international". Après l'arrachage des arbres du verger, les bulldozers commencèrent leur travail et des dizaines de camions emmenèrent la terre, mais la piscine ne fut jamais découverte. La famille Suriman fut expulsée et à la place du verger et de l'éventuelle piscine, on peut voir un immense trou béant qui a coûté 7 millions de dollars financés par le ministère du Tourisme. Cette funeste opération eut lieu contre l'avis d'éminents archéologues et une ONG de défense des Droits de l'Homme qui tente d'éviter la politisation messianique des fouilles, ce qui était le cas en l'occurrence.